RÉPUBLIQUE ALGERIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

**Projet de loi modifiant et complétant
la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983 relative à la
retraite**

RÉPUBLIQUE ALGERIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Projet de loi modifiant et complétant la loi n°83-12 du 2 juillet 1983

relative à la retraite

(Exposé des motifs)

Le présent projet de loi a pour objet de modifier et de compléter les dispositions des articles 16 et 47 de la loi n°83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite.

Le projet de loi s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des engagements de Monsieur le Président de la République et de ses instructions données lors du Conseil des Ministres tenu le 25 décembre 2022 visant l'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens en garantissant un revenu décent aux bas revenus, notamment les retraités, et ce à travers la révision du seuil minimum de la pension et de l'allocation de retraite pour une justice sociale et une répartition équitable des richesses nationales.

Le projet de loi vise à travers ses nouvelles dispositions à indexer le seuil minimum du montant annuel de la pension de retraite sur le montant annuel du salaire national minimum garanti (SNMG).

Le projet de texte institue un seuil minimum du montant annuel de l'allocation de retraite et le fixe à 75% du montant annuel du salaire national minimum garanti.

Enfin, ces mesures constituent un acquis substantiel pour la catégorie des retraités à faible revenu et contribuent à satisfaire les sollicitations des catégories vulnérables des retraités par l'amélioration de leur pouvoir d'achat.

Telle est l'économie générale du présent projet de loi.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

**Projet de loi n°.....du.....correspondant
aumodifiant et complétant la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983
relative à la retraite.**

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 66 (alinéa 5), 139-18, 141 (alinéa 2), 143, 144 (alinéa 2), 145 et 148;

Vu la loi n° 83-11 du 2 juillet 1983, modifiée et complétée, relative aux assurances sociales ;

Vu la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983, modifiée et complétée, relative à la retraite ;

Vu la loi n° 83-13 du 2 juillet 1983, modifiée et complétée, relative aux accidents du travail et aux maladies professionnelles ;

Vu la loi n° 83-14 du 2 juillet 1983, modifiée et complétée, relative aux obligations des assujettis en matière de sécurité sociale;

Vu la loi n° 90-11 du 21 avril 1990, modifiée et complétée, relative aux relations de travail ;

Vu le décret législatif n° 94-12 du 15 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 26 mai 1994, modifié et complété, fixant le taux de cotisation de sécurité sociale ;

Vu l'ordonnance n° 95-01 du 19 Chaâbane 1415 correspondant au 21 janvier 1995 fixant l'assiette des cotisations et des prestations de sécurité sociale ;

Vu l'ordonnance n° 06-03 du 19 Djoumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, complétée, portant statut général de la fonction publique,

Vu la loi n° 08-08 du 16 Safar 1429 correspondant au 23 février 2008 relative au contentieux en matière de sécurité sociale ;

Après avis du Conseil d'Etat ;

Après adoption par le Parlement ;

Promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er} : Les dispositions des articles 16 et 47 de la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983, relative à la retraite, sont modifiées et complétées, comme suit :

« Art 16 : Le montant annuel de la pension de retraite ne peut être inférieur au montant annuel du salaire national minimum garanti.

.....(le reste sans changement).....»

« Art.47 : Une allocation de retraite est instituée en faveur des travailleurs, âgés au moins de soixante (60) ans, qui ne remplissent pas à cet âge la condition de durée de travail et qui peuvent faire valider au moins cinq(05) années ou vingt (20) trimestres, y compris les années validées dans le cadre des dispositions de l'article 10 ci-dessus.

Le montant annuel de l'allocation de retraite ne peut être inférieur à 75% du montant annuel du salaire national minimum garanti.

Le différentiel entre les avantages résultant des années validées au titre de l'allocation de retraite et le montant minimum prévu à l'alinéa ci-dessus est à la charge de l'Etat.

.....(le reste sans changement).....»

Article 2 : La présente loi prend effet à compter du 1^{er} janvier 2023.

Article 3 : La présente loi sera publiée au journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, Lecorrespondant au

Abdelmadjid TEBBOUNE